



REDD+ POUR LE PLATEAU DES GUYANES

Rapport du 3^{ème} Comité de pilotage
2 et 3 Juin 2014 – Cayenne, Guyane française

Rapport préparé par Sérgio Milheiras et Sara Svensson, ONF International
Chef de projet : Marie Calmel – marie.calmel@onfinternational.com



Troisième Comité de pilotage

Contexte

Le Plateau des Guyanes est l'une des plus grandes étendues de forêt tropicale primaire du monde. Recouvert d'environ 90% de forêt tropicale intacte, il joue un rôle essentiel dans l'atténuation du changement climatique et dans la régulation des eaux des bassins de l'Amazonie et de l'Orénoque. Cette écorégion jouit également de niveaux de biodiversité très élevés. Il y a une dizaine d'années de cela, les forêts du Plateau des Guyanes n'étaient encore que très partiellement menacées en comparaison avec d'autres forêts tropicales. Toutefois, les pays concernés sont en plein essor économique et démographique, ce qui tend à augmenter la pression qui s'exerce sur les écosystèmes naturels. Les gouvernements sont désireux de promouvoir leur développement de manière durable, et sous cette perspective, ils ont montré un vif intérêt pour la REDD+ qui constitue un mécanisme permettant de valoriser financièrement leurs efforts grâce aux revenus du carbone.

Le projet **REDD + pour le Plateau de Guyanes** a été lancé par le Guyana, le Suriname et la France, à l'occasion de la quatorzième Conférence des Parties de la CCNUCC, qui s'est tenue en 2008 à Poznan. L'État brésilien d'Amapá a adhéré au projet dans la foulée. Celui-ci vise à fournir des informations et des outils pouvant être utilisés par les pays pour établir, dans le cadre du mécanisme REDD+, des politiques et des mesures fondées sur l'évaluation scientifique afin de lutter contre la déforestation et la dégradation.

La coopération constitue un élément stratégique de premier ordre du projet. Bien que les pays du Plateau des Guyanes appartiennent à la même écorégion, ils ont des histoires différentes et leurs propres priorités. Il existe néanmoins des opportunités significatives de partage d'informations et de bonnes pratiques dans la région. Dans le cadre de la REDD+, le projet encouragera la coopération entre ces pays voisins grâce à une **plate-forme technique régionale** qui mettra l'accent sur l'inventaire des ressources (stocks de carbone et couvert forestier), sur l'amélioration de la compréhension quantifiée des facteurs de déforestation et de dégradation, ainsi que sur la modélisation de l'évolution du couvert forestier.

REDD+ pour le Plateau des Guyanes est financé par le Fonds européen de développement régional (FEDER) à travers le programme Interreg IV Caraïbes (1,26 M €), le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM - 1 M €), le Conseil Régional de la Guyane (90 000 €), ainsi que par les contributions des partenaires du projet. Des accords de financement ont été signés avec les bailleurs de fonds fin 2012 et le projet a officiellement commencé en janvier 2013.

Objectifs

La troisième réunion du Comité de pilotage s'est déroulée dans les locaux de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) à Cayenne, en Guyane française, les 2 et 3 juin 2014. Le 1^{er} juin a été consacré à une visite de terrain d'une parcelle d'exploitation forestière à faible impact. Cette réunion a été organisée par l'équipe du projet avec le soutien de l'Office national des forêts de Guyane (ONF-G).

Le 2 juin, les membres du Comité de pilotage ont eu l'occasion de débattre sur les approches régionales du mécanisme REDD+ au niveau du Plateau des Guyanes, ainsi que des travaux des groupes de travail techniques. Le 3 juin, les membres du Comité de pilotage ont concentré leurs discussions sur les sujets suivants et leur intégration au sein du projet REDD+ pour le Plateau des Guyanes : « appui à la carte » aux pays ; formation et transfert de technologie ; dialogue régional REDD+ ; gestion du projet.

Le principal objectif de ce troisième Comité de pilotage était de réunir tous les membres du Comité de pilotage pour qu'ils puissent prendre connaissance de l'évolution du projet depuis la dernière réunion et débattre des orientations des prochains travaux à mettre en place. Les objectifs spécifiques étaient quant à eux les suivants :

- Présenter et ratifier l'avancée des travaux réalisés par l'équipe du projet depuis la dernière réunion du Comité de pilotage ;

- Réaffirmer l'harmonisation entre les objectifs du projet et les attentes des partenaires quant à sa mise en œuvre ;
- Présenter, discuter et valider les activités ainsi que le budget détaillé devant être adoptés jusqu'à la prochaine réunion du CP ;
- Renforcer la perspective régionale parmi les pays/États impliqués et améliorer le partage des informations.

Agenda

2 juin 2014

8:45	Regroupement dans le hall de l'hôtel pour se rendre sur le lieu de réunion
9:00 – 9:30	Accueil et petit-déjeuner
9:30 – 10:00	Discours de bienvenue
SESSION 1 –	APPROCHE RÉGIONALE DE LA REDD+ POUR LE PLATEAU DES GUYANES
10:00 – 10:15	Introduction
10:15 – 11:15	Courtes présentations de la situation des pays, des dispositions institutionnelles et des avancées en termes de mise en œuvre de la REDD+
11:15 – 11:35	Présentation du projet REDD+ pour le Plateau des Guyanes
11:35 – 11:55	Présentation des activités du WWF relatives à la REDD+
11:55 – 12:15	Présentation des activités de CI relatives à la REDD+ pour le Plateau des Guyanes
12:15 – 13:15	Déjeuner
13:15 – 13:35	Présentation des activités du Guiana Shield Facility
13:35 – 13:55	Présentation de l'Observatoire des forêts tropicales aménagées (CIRAD)
13:55 – 14:30	Débat
SESSION 2 –	GROUPES DE TRAVAIL TECHNIQUES
14:30 – 14:45	Introduction
14:45 – 15:15	Présentations des groupes de travail n° 2 et n° 3, discussions sur le groupe de travail n° 4
15:15 – 15:30	Pause-café
15:30 – 16:15	Situation budgétaire et calendrier prévisionnel - Discussions
16:30 – 17:00	Conférence de presse
17:00	Retour à l'hôtel
20:00	Dîner

3 juin 2014

8:00	Regroupement dans le hall de l'hôtel pour se rendre sur le lieu de réunion
8:30 – 8:45	Présentation du programme de la 2^{ème} journée de réunion
SESSION 3 –	« APPUI À LA CARTE » des pays
8:45 – 9:00	Introduction
9:00 – 9:35	Présentation des résultats de « l'appui à la carte » du Suriname

9:35 – 10:00	Avancées de « l'appui à la carte » de la Guyane Française, de l'État de l'Amapá et du Guyana
10:00 – 10:30	Situation budgétaire et calendrier prévisionnel
10:30 – 10:45	Pause-café
SESSION 4 – FORMATION ET TRANSFERT DE TECHNOLOGIE	
10:45 – 11:00	Introduction
11:00 – 11:30	Présentation du Plan semestriel de Formation et de Transfert de technologie – Budget et activités prévues
11:30 – 12:00	Discussion
12:00 – 12:45	Déjeuner
SESSION 5 – DIALOGUE RÉGIONAL REDD+	
12:45 – 13:00	Introduction
13:00 – 13:45	Élaboration de modèles de déforestation future pour alimenter le dialogue régional Présentation des projets doctoraux et discussion
13:45 – 14:15	Études régionales – présentation et discussion
14:15 – 14:45	Base de données régionale SIG – présentation et discussion
14:45 – 15:15	Outils et procédures de partage des données – présentation et discussion
SESSION 6 – CONCLUSION	
15:15 – 15:30	Synthèse budgétaire
15:30 – 15:45	Informations sur la situation des ressources humaines
15:45 – 16:00	Prochaine réunion du Comité de pilotage (date et lieu)
16:00 – 16:15	Clôture
16:15 – 17:00	Buffet de clôture

Participants

Membres actifs du Comité de pilotage

Nom	Poste occupé	Institution
Pearl JULES	Directeur R & D	SBB, Suriname
Haidy LEPELBLAD	Chef de projet REDD+	NIMOS, Suriname
Karlon WARDE	Chef de projet	GFC, Guyana
Lana OLIVEIRA	Manager – Services environnementaux	IEF, Amapá (Brésil)
Claudia FUNI	Coordnatrice de l'Unité de géomatique	Secrétariat d'État à l'Environnement (SEMA), Amapá (Brésil)
Nicolas KARR	Directeur général Gestionnaire de projet ONF	ONF-Guyane, France
Hélène SIRDER	Vice-présidente	Région Guyane, France – BAILLEUR
Ludovic COCOGNE	Directeur pour la Guyane française	AFD / FFEM – BAILLEUR
Laura MIRÉ	Gestionnaire de projet	STC / INTERREG – BAILLEUR

Observateurs du Comité de pilotage

Nom	Poste occupé	Institution
Sofie RUYSSCHAERT	Responsable Biodiversité	WWF Guianas
Dianne BALRAJ	Coordinatrice	Conservation International Guyana
Patrick CHESNEY	Directeur technique	Guiana Shield Facility

Équipe organisatrice

Nom	Poste occupé	Institution
Marie CALMEL	Gestionnaire de projet	ONF International
Sérgio MILHEIRAS	Correspondant local Amapá	ONF International
Sara SVENSSON	Correspondant local Suriname	ONF International
Sabá LOFTUS	Correspondant local Guyana	ONF International
Rachida LE JEANNIC	Assistante de la gestionnaire de projet	ONF International

Autres participants d'institutions membres du Comité de pilotage

Nom	Institution
Rene SOMOPAWIRO	SBB, Suriname
Arno AMATKASANPAWIRO	SBB, Suriname
Martin PERRIER	ONFI, France
Caroline ABT	AFD / FFEM, France
Romy HENTINGER	AFD / FFEM, France
Benjamin OUILIAC	Région Guyane, France
Bruno HERAULT	CIRAD, France
Jean-Luc SIBILLE	ONF-Guyane, France
Laurent DESCROIX	ONF-Guyane, France
Khadija MUSA	UNDP, Guyana
Camille DEZECACHE	CIRAD, France

Accès aux documents du Comité de pilotage

Toutes les présentations réalisées durant la troisième réunion du Comité de pilotage, ainsi que divers autres documents pertinents, peuvent être téléchargés sur le site suivant :

<http://reddguianashield.com/steering-committee/third-steering-committee-meeting/>

Résumé et résultats des sessions

1^{er} juin 2014

Le 1^{er} juin, une visite de terrain pour les membres du Comité de pilotage a été organisée par l'ONF-G/ONFI en partenariat avec la société Forestière Amazonia. Grâce à la visite d'une parcelle d'exploitation forestière à faible impact, cette activité a été l'occasion de mieux expliquer aux partenaires les pratiques de l'ONF en matière de gestion forestière en Guyane française.

2 juin 2014

Introduction

La réunion a commencé par les mots de bienvenue d'Hélène Sirder, Vice-présidente de la Région Guyane. Elle a ensuite mentionné l'importance de la prise en compte des thèmes liés aux changements climatiques dans la région et le potentiel du projet à y contribuer. Ces premières remarques ont été suivies par l'intervention de Ludovic Cocogne, directeur de l'AFD pour la Guyane française, qui a expliqué de quelle manière les changements climatiques étaient intégrés à la stratégie de l'AFD, grâce à différents projets mis en œuvre en Amérique latine. Il a en outre insisté sur l'importance des échanges d'expériences permis par le projet. Finalement, Nicolas Karr, directeur de l'ONF Guyane, a également souhaité la bienvenue à tous les participants et souligné l'importance des réunions du Comité de pilotage dans le contexte du projet, cette troisième réunion étant particulièrement pertinente en raison de la présence de représentants de tous les bailleurs de fonds.

Session 1 – Approche régionale de REDD+ pour le Plateau des Guyanes

Cette session a commencé par les considérations préliminaires des représentants de tous les pays impliqués, afin de présenter pour chaque d'entre eux les positions et les dispositions institutionnelles adoptées, ainsi que les avancées en termes de mise en œuvre de REDD+.

Haidy Lepelblad, du NIMOS, a commencé par présenter le projet de transition NIMOS REDD+. Sa durée est de neuf mois, arrivant à terme dans quelques mois, et il dispose d'un budget de 490 000 USD provenant de l'ONU-REDD, du PNUD, du GSF, du WWF Guianas, du FCPF et de CI Suriname. Son but est de renforcer les capacités au sein du NIMOS, d'engager le dialogue avec les différentes parties prenantes, de sensibiliser l'opinion publique (y compris dans les différentes langues locales), d'organiser la collecte de fonds et de contribuer à la mise en œuvre du R-PP. Jusqu'à présent, différentes réunions et formations liées à REDD+ ont été organisées. Le projet a également permis la diffusion à la télévision et à la radio de spots relatifs à la mise en place d'un site Internet REDD+. En outre, l'équipe du NIMOS a été renforcée par de nouvelles recrues et a pu suivre des formations.

Lana Oliveira, de l'IEF, a indiqué qu'un groupe de travail sur les changements climatiques et les écoservices avait été créé en 2012. Son objectif était de développer un cadre institutionnel pour traiter des changements climatiques et des écoservices. Ce processus a mené à la rédaction d'un document définitif à la fin de l'année 2013, depuis lors en attente de ratification par le gouvernement de l'État. Il s'agit d'institutionnaliser la prise en compte par l'État des changements climatiques et des écoservices, grâce à la mise en place d'organismes de gestion, d'outils d'incitation économique, d'outils de planification et autres. Parallèlement, d'autres projets ont contribué à valoriser les stocks

de carbone et autres produits forestiers de l'État, tels que le projet *Carbono Cajari*, qui a cartographié et évalué les stocks de carbone de 70 000 noyers d'Amazonie, ou le projet *Proextrativismo*, pour le renforcement des capacités des producteurs locaux en termes de pratiques durables. La prochaine étape consistera à incorporer les écoservices à des programmes publics selon une approche locale, à assurer le suivi des stocks de carbone de la forêt domaniale de l'État d'Amapá (Flota) et à établir les niveaux de référence de l'État grâce à la mise à jour du PPCD-AP (Plan de prévention et de contrôle de la déforestation de l'État d'Amapá). D'autres États brésiliens ont adopté des initiatives similaires de mise en œuvre de REDD+, mais il n'existe pas encore de cadre national.

Benjamin Ouiliac, de la Région Guyane, a d'abord souligné la situation unique de la Guyane française en Amérique du Sud, en ce qu'il s'agit du seul territoire de la région à faire partie de l'annexe 1 du Protocole de Kyoto et qu'elle n'a par conséquent pas accès aux avantages liés à REDD+. Cette région représente environ un tiers de la zone forestière française, et la plus grande partie de ses émissions de CO₂ est due à des modifications de l'usage des sols qui augmentent les pressions sur la forêt. En tant que territoire à fort couvert forestier et faible taux de déforestation (HFLD) et en dépit des entraves administratives, l'intérêt de REDD+ pour la Guyane française est évident. C'est pourquoi l'assistance à la carte pour la Guyane française aura pour but d'adapter les processus REDD+ au contexte local de la Guyane française, en s'inspirant des expériences des partenaires amazoniens et en proposant un outil spécifique pour le contexte administratif français, inspiré des mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto et visant à profiter du prochain programme de fonds européens.

Karlon Warde, de la GFC, a informé les participants des avancées de REDD+ au Guyana. La dernière version du R-PP date de décembre 2012 et est disponible en ligne. Le gouvernement a adopté une posture pro-REDD+ et le pays a commencé à mettre en place le FCPF avec la BID. Le secteur forestier représentait 3,86 % PIB en 2007. L'exploitation minière est de loin le plus important vecteur de déforestation du pays. L'exploitation aurifère joue un rôle toujours plus important dans le développement national du Guyana, dont la production d'or a atteint des niveaux sans précédent en 2012 pour s'établir à 10,6 % du PIB annuel du pays. Le gouvernement du Guyana a mis en place différentes initiatives pour surveiller et minimiser les impacts liés à l'exploitation minière : un cadre et un plan stratégiques pour la période 2013–2018 afin de traiter les questions environnementales et de ressources naturelles dans le cadre de la Stratégie de développement à faible émission de carbone (LCDS) du Guyana ; un comité créé en 2009, qui a émis des recommandations au gouvernement sur la gestion des conflits et des questions liés à l'usage des sols, où sont également abordées des questions minières essentielles au sein de thèmes plus larges ; l'élaboration et la mise en œuvre d'un Code de pratiques minières ; la création d'une École des mines en 2012. Un système MNV est en place depuis 2010 et continue d'être amélioré. L'institution en charge des changements climatiques est l'*Office of Climate Change*, qui travaille auprès des services présidentiels, tandis que la *Guyana Forestry Commission* (GFC) (et le secrétariat REDD+) est l'organe responsable de la gestion de la forêt domaniale (State Forest) et de la mise en place des aspects techniques de REDD+. Le Comité de pilotage du système MNV (constitué de différentes parties prenantes) chapeaute et coordonne l'élaboration et la mise en œuvre du système MNV. Suite à un accord avec la Norvège, le gouvernement reçoit des fonds au prorata de la qualité des indicateurs. À cet effet, le Guyana ne doit pas forcément présenter des taux de déforestation liés à l'activité minière en dessous d'un niveau donné, car seul le taux global est pris en compte.

Ensuite, Nicolas Karr, de l'ONF Guyane, a procédé à une courte présentation du projet REDD+ pour le Plateau des Guyanes. Celui-ci implique directement huit organisations dans quatre pays partenaires, ainsi que différents observateurs et bailleurs de fonds, et sa mise en œuvre est prévue jusqu'à 2015. Tous les partenaires font partie du même contexte régional de l'écorégion du Plateau des Guyanes, mais chaque pays impliqué a également ses propres spécificités, y compris en termes d'avancées dans la mise en œuvre de REDD+. Par conséquent :

- Le projet vise à s'appuyer sur les forces de chaque pays et à faciliter le partage des expériences, des données et des savoirs de façon à renforcer mutuellement les différents pays et à encourager le dialogue régional sur la réduction de la déforestation et la planification de l'usage des sols.
- À cet effet, le projet se concentre sur trois axes, chacun avec ses objectifs spécifiques :
 - Évaluation et suivi du couvert forestier et des stocks de carbone
 - Évaluation et suivi des facteurs de déforestation
 - Modélisation de la déforestation future en vue d'aider à la prise de décision
- Ces trois axes sont mis en œuvre à travers une approche de travail adaptée aux contextes nationaux et régionaux, grâce notamment à quatre principaux instruments :

- Assistance nationale « à la carte »
 - Dialogue et outils régionaux
 - Groupes de travail techniques
 - Formation et transfert de technologies (FTT)
- L'ONF Guyane dirige ce projet et compte sur le partenariat de l'ONFI pour sa mise en œuvre. L'ONFI dispose d'un chef de projet installé à Cayenne et de trois correspondants locaux respectivement basés dans l'État d'Amapá (Brésil), au Suriname et au Guyana. Les fonds disponibles pour ce projet sont de 2 739 000 €.

Conformément à l'ordre du jour, la réunion a suivi son cours avec une présentation de Sofie Ruyschaert, qui a présenté les activités REDD+ du WWF Guianas.

- La région, qui jouit de hauts niveaux de biodiversité et de considérables réserves d'eau douce, est un important puits de carbone. L'exploitation aurifère et le développement des routes et des barrages constituent deux des plus importantes pressions sur le capital forestier guyanais.
- D'une manière générale, les activités du WWF Guianas visent à renforcer la gouvernance et le contrôle ; à augmenter le nombre de zones terrestres et maritimes protégées ; à améliorer la planification de l'orpaillage et à bannir l'usage du mercure ; à atténuer l'impact des infrastructures ; à mieux contrôler les activités de chasse et de braconnage ; à encourager la production durable et responsable ; à promouvoir des modes de vie à faible empreinte écologique.
- Au Suriname, REDD+ est utilisé comme outil de planification durable de l'usage des sols et de gestion des zones protégées. Différentes initiatives ont été mises place, telles que le soutien au processus de consultation nationale des parties prenantes, la collecte de données de base dans le cadre du projet pilote d'Inventaire national des forêts du SBB, et le développement d'un plan d'action en faveur de pratiques raisonnées d'usage des sols, entre autres.
- En ce qui concerne le Guyana, entre autres mesures, un projet communautaire indigène de MNV a été soutenu, les avancées dans la mise en œuvre des mécanismes REDD+ par la GFC dans le cadre de l'accord Guyana/Norvège ont été évaluées, et des recherches sur la récupération de biomasse/carbone dans des forêts exploitées de manière sélective ont été menées.
- Pour ce qui est de la Guyane française, le WWF Guianas a participé à la recherche sur les stocks de carbone dans la réserve naturelle Trésor et à l'élaboration d'un outil pédagogique sur le carbone forestier, ainsi que d'un sentier d'interprétation qui montre sur site les dynamiques de ce carbone.
- Le WWF Guianas concentre principalement ses activités sur l'exploitation aurifère en tant que menace régionale pour les forêts. Il s'agit par conséquent de travailler avec les gouvernements pour promouvoir l'interdiction du mercure à travers la convention Minamata, trouver des alternatives à l'orpaillage illégal et développer des techniques sans mercure. Un travail de surveillance des impacts régionaux de l'exploitation aurifère est également mené. Il serait intéressant de débattre sur la façon dont cette surveillance pourrait être incorporée au contexte du projet REDD+ pour le Plateau des Guyanes.

Ensuite, Dianne Balraj a présenté les activités de CI Guyana - l'un des observateurs de REDD+ pour le Plateau des Guyanes - dans le cadre de REDD+.

- La contribution essentielle de CI Guyana est un document de 2009 relatif aux stratégies de développement à faible émission de carbone, intitulé « *Transforming Guyana's economy while combating climate change* », qui concilie le développement économique, un plan national REDD+ et un système MNV.
- Le travail de CI Guyana comprend la réforme de la législation, l'aide au financement des investissements publics, la promotion de la coopération régionale, l'émission d'avis éclairés à travers le conseil et des articles techniques détaillés, et la promotion du développement durable à travers un usage raisonné des sols. Ses priorités de travail concernent le secteur minier, l'usage durable des sols, la gestion intégrée des ressources naturelles et le soutien aux activités REDD+.
- En ce qui concerne l'extraction minière, CI admet qu'il s'agit d'un secteur important pour le Guyana et que c'est lui qui contribue le plus au PIB. Il convient néanmoins de ne pas considérer le PIB comme le seul indicateur pertinent du bien-être de la population, et le secteur minier doit contribuer à la richesse globale du pays. L'activité minière réduit le capital naturel et ses impacts sociaux sont importants. Il est essentiel de garantir que les revenus du secteur soient réinvestis au sein de la communauté et du capital humain, et que le gouvernement puisse superviser de manière effective le secteur et encourager la mise

en place de meilleures pratiques. Au niveau régional, la collaboration est limitée et la gouvernance relativement faible, mais des opportunités existent néanmoins en vue de l'unification des politiques et des financements.

- Au niveau régional, CI Guyana s'est impliqué dans deux initiatives principales : « *Avoided deforestation project* », avec KfW, dont le but est de promouvoir les échanges techniques au niveau régional, de faciliter la participation régionale à des rencontres de haut niveau et de travailler à la modélisation de scénarios régionaux ; et « *Widening informed stakeholder engagement for REDD+* », en collaboration avec le Département d'État nord-américain, dont le but est d'élargir et de renforcer l'engagement des parties prenantes dans la mise en œuvre des programmes REDD+.

C'est ensuite Patrick Chesney qui a pris la parole pour présenter les activités REDD+ menées par le Guiana Shield Facility (GSF).

- Le Plateau des Guyanes est une zone de 2,7 millions de kilomètres carrés. Sa population peu nombreuse jouit néanmoins d'une grande diversité culturelle. Il s'agit du plus grand complexe ininterrompu de forêts tropicales primaires, avec un haut niveau de biodiversité, 10 à 15 % des stocks mondiaux d'eau douce et un taux de séquestration du carbone d'environ 500 millions de tonnes par an.
- À l'échelle nationale et locale, le GSF soutient différents projets ayant un impact sur la région :
 - Assistance technique pour l'intégration des services environnementaux à des programmes de l'État brésilien d'Amapá.
 - Cartographie hydro-géomorphologique numérique du Plateau des Guyanes destinée à la gestion des ressources naturelles.
 - Diagnostic de la production alimentaire et création d'une banque de graines et d'une pépinière d'essences indigènes à usage alimentaire et médicinal auprès des communautés amérindiennes de São Gabriel da Cachoeira – Amazonie – Brésil
 - Renforcement de la gouvernance dans les communautés amérindiennes de la forêt de Matavén en vue d'une prise de décision participative visant la préservation de l'environnement et de la biodiversité (Colombie).
 - Renforcement des capacités techniques du Guyana pour la mise en œuvre du système MNV et autres activités REDD+.
 - Concepts communautaires & Communication pour REDD+ et MNV au Guyana.
 - Assistance nationale pour le plan de préparation (R-PP) REDD+ au Suriname.
 - Renforcement des connaissances et de l'implication des parties prenantes à REDD+, grâce au renforcement des capacités chez le correspondant technique local (nommément NIMOS) et autres organisations, comme REDD+ Assistants ou Major Groups Collective.
 - « Boîte à outils » adaptée aux cultures des peuples amérindiens du Suriname.
 - Élaboration d'un manuel culturellement pertinent sur REDD+ destiné aux communautés amérindiennes et tribales du Suriname, grâce notamment à l'utilisation de techniques de coopération horizontale.
- Au total, les budgets alloués aux projets nationaux s'élèvent à 1 801 163 USD, soit une moyenne de 450 000 USD par pays. La Guyane française n'est pas éligible aux fonds du GSF et aucune aide n'a été versée au Venezuela.
- Le GSF a également soutenu des initiatives et des études à l'échelle écorégionale :
 - International Congress on Biodiversity, Guiana Shield Foundation for Biodiversity, International Society of Biodiversity of the Guiana Shield
 - Base de données fonctionnelle interdisciplinaire (Guiana Shield Atlas) mettant en relation des informations sur la biodiversité, les initiatives de préservation, la situation socioéconomique, les ressources naturelles, le développement, etc., du Plateau des Guyanes.
 - Étude sur le contrôle de l'orpaillage à petite échelle
 - Étude sur la mise à jour des priorités de préservation
 - Étude sur l'évaluation de la biodiversité et des questions liées au genre
- En parallèle, différents partenariats et initiatives avec diverses institutions de la région ont été mis en place et financés pour promouvoir les causes défendues, l'acquisition de connaissances et la coopération transfrontalière. Cela comprend 3 initiatives récentes : FORESEEN (Forestry and Remote Sensing Exchange

Network), WAVINGS (Water Views and Information Network of the Guiana Shield), et les couloirs de biodiversité du Plateau des Guyanes.

Bruno Herault, du CIRAD, a ensuite présenté l'Observatoire des forêts tropicales aménagées (TmFO), un nouvel outil de recherche sur l'avenir des forêts exploitées.

- Bien que la majorité de nos connaissances sur les forêts tropicales viennent d'études menées dans des forêts primaires, les forêts tropicales aménagées (exploitation + sylviculture) ou perturbées couvrent pourtant de plus grandes étendues que les forêts primaires et ne sont encore prises en charge par aucun réseau régional spécifique.
- L'abattage sélectif sous les tropiques s'appuie sur la régénération naturelle de la forêt, se concentre exclusivement sur le bois, avec souvent peu de planification et de grosses dégradations, et se base sur la seule règle de n'exploiter que les arbres dont le diamètre à hauteur de poitrine dépasse une certaine limite, avec un cycle d'abattage de 35 à 60 ans. Les forêts exploitées peuvent toutefois encore abriter des stocks élevés de carbone et une importante biodiversité. Après l'exploitation, les ressources ligneuses ont un temps de régénération relativement long, car les arbres les plus rentables ont un taux de croissance très lent. Il existe alors deux alternatives : la régénération des arbres abattus ou leur remplacement par des essences commerciales.
- TmFO est un réseau pantropical mis en place à la mi-2012 et qui regroupe 3 continents, 9 pays, 17 institutions de recherche, 40 chercheurs, 24 sites expérimentaux et 490 parcelles. Son budget annuel est de 150 000 USD. En ce qui concerne l'Amazonie, 245 parcelles sont étudiées.
- Le partage et la circulation des données suivent un protocole participatif de façon à éviter les problèmes rencontrés lors de tentatives antérieures de centralisation des données. En ce qui concerne TmFO, les données demeurent en possession de l'institution qui les a élaborées, et pour chaque question spécifique, un groupe de chercheurs les analyse. Après l'obtention des résultats (métadonnées), ceux-ci sont partagés avec le reste du réseau (recherche participative – tous les membres de l'équipe participent au travail à un moment ou à un autre).
- Par conséquent, TmFO vise à développer de nouvelles pratiques sylvicoles basées sur nos connaissances du fonctionnement des forêts aménagées, à consolider les partenariats à long terme et à répondre aux questions clés du fonctionnement de la forêt, de la dégradation et des pratiques d'aménagement.

Discussion sur la pertinence des approches régionales sur le Plateau des Guyanes

La session s'est terminée par un débat sur l'approche régionale modéré par Martin Perrier, de l'ONFI. Les objectifs du projet reposent sur une approche régionale, et ce débat, en cours depuis le début, a permis de réadapter quelques aspects du projet. Il s'agit d'une approche non intrusive pour renforcer les capacités régionales et favoriser une discussion sur REDD+ de façon à ce que les services forestiers puissent mieux se positionner dans le débat et les travaux sur le climat. Il est important de partager nos points de vue sur le dialogue et les outils régionaux. L'ONFI s'est d'ailleurs déjà impliqué dans ce travail dans d'autres régions. Le bassin méditerranéen, par exemple, connaît une situation analogue avec différents pays non visés à l'annexe 1 et la Turquie dans une situation particulière. Ces pays ne débattaient pas de cet état de fait et l'ONFI les a aidés à intégrer leurs efforts. Un autre exemple est le bassin du Congo, où l'ONFI a apporté son assistance aux négociateurs, grâce à des fonds du FEM, pour l'élaboration de scénarios d'émissions et d'équations allométriques. La possibilité de réaliser ce travail à une échelle régionale a convaincu les bailleurs de fonds de financer le projet. En Amérique latine, des mesures collaboratives similaires pourraient par exemple être utiles pour la classification de l'usage des sols. Quelle est la réaction des partenaires aux présentations jusqu'ici proposées ? Quelles sont, selon les différents partenaires, les bénéfices de l'échelle régionale, principalement ce qui concerne la construction d'outils communs ?

Nicolas Karr, de l'ONF-G, a d'abord affirmé que le protocole de Kyoto offrait un cadre à cette discussion et que l'intérêt de l'ONF-G était de partager des pratiques sylvicoles et des méthodologies REDD+. Karlon Warde, de la GFC, a mentionné la pertinence du soutien de la Norvège au Guyana quant à REDD+, et affirmé que la GFC pouvait

également mettre à profit les technologies forestières des partenaires voisins. L'extraction minière n'est par exemple pas simplement une question nationale, mais bien régionale. Lana Oliveira, de l'IEF, a souligné que depuis la visite de terrain de la veille, le groupe a pu partager des connaissances sur le contexte de la Guyane française, et que celles-ci pourront être mises à profit pour mettre en œuvre une exploitation forestière durable dans l'État brésilien d'Amapá. Pearl Jules, du SBB, a quant à lui souligné que l'assistance technique mise à disposition par le projet s'est avérée essentielle. Patrick Chesney, du GSF, a ajouté que l'une des opportunités consistait à s'appuyer sur les travaux de l'événement organisé par le Suriname sur les impacts de REDD+ dans les territoires HFLD pour préparer une synthèse résumant tous les outils mis à disposition jusqu'à présent, pour réfléchir à la place que doit occuper le Plateau des Guyanes dans le contexte de REDD+ et pour construire des arguments raisonnés en faveur de la préservation des forêts. Ce document ne sera pas prêt pour Lima, mais sera par contre disponible à Paris. Benjamin Ouiliac, de la Région Guyane, a indiqué que la Guyane française a organisé un groupe de travail sur la façon dont la région devait se positionner en vue de la prochaine COP, afin de partager des informations sur les initiatives en cours pour la réduction de la déforestation et la valorisation énergétique de la biomasse. En outre, la Guyane française disposera à la COP21 d'un canal privilégié qui peut par exemple être utilisé pour transmettre un livre blanc.

Suite à ces interventions, Martin Perrier, de l'ONFI, a poursuivi en demandant si une position politique régionale en matière de HFLD pourrait être utile aux gouvernements nationaux. À la COP21, la France, en sa qualité d'hôte, sera astreinte à la neutralité, mais cela n'empêchera en rien de faire avancer ses positions. Haidy Lepelblad, du NIMOS, a précisé que les participants ne peuvent pas s'engager au nom de leur gouvernement, mais qu'en tant que représentants d'institutions nationales, ils agissent au sein de REDD+ et sont impliqués dans les processus y afférents. Karlon Warde, de la GFC, a également précisé que d'un point de vue politique, il n'était pas en mesure de s'engager, mais qu'une position commune de la région serait certainement utile. Lana Oliveira, de l'IEF, a quant à elle affirmé que l'État d'Amapá pouvait difficilement s'exprimer à ce sujet, en ce qu'il ne s'agit que d'un État brésilien parmi d'autres dans la région amazonienne. L'État d'Amapá s'est engagé au sein du Groupe de travail sur le climat et les forêts (GCF Task Force) afin de renforcer la position brésilienne. Lana a ajouté qu'elle ferait part à l'État d'Amapá de la proposition de trouver un accord au niveau du Plateau des Guyanes. Khadija Musa, du PNUD, a signalé que même si l'idée était bonne, elle ne mènerait nulle part s'il n'y avait pas de négociateurs auprès des différents États. Dianne Balraj, de CI, a suggéré qu'une rencontre spécifique pourrait être organisée pour débattre de ce thème et arriver à un accord. Patrick Chesney, du GSF, a accepté cette idée et rappelé qu'il existait déjà une quantité importante de données accumulées pouvant être utilisées pour soutenir ce processus. Martin Perrier, de l'ONFI, a conclu en disant que cette discussion marquait le début d'une prise en compte de la question au niveau politique. Il est en outre très encourageant qu'aucun participant ne s'y soit clairement opposé, de telle sorte que ce débat se poursuivra dans le cadre du projet, y compris lors de la Session 5 de cet événement, où seront présentés les outils régionaux.

Session 2 – Groupes de travail techniques

Cette deuxième session s'intéressera aux Groupes de travail techniques, qui constituent l'un des quatre pôles centraux d'activité du projet REDD+ pour le Plateau des Guyanes. Sérgio Milheiras, de l'ONFI, a d'abord précisé que les Groupes de travail techniques devaient servir de plate-forme de coopération technique régionale pour la surveillance du couvert forestier, l'évaluation des stocks de carbone et l'identification des facteurs de déforestation sur le Plateau des Guyanes. Les réunions des Groupes de travail visent à renforcer les capacités des pays ciblés à travers le partage des bonnes pratiques et de l'expérience accumulée, ainsi que par l'intervention d'experts externes invités. Les participants des Groupes de travail doivent identifier les besoins de la région en termes de renforcement des capacités et de transfert de technologie, y compris dans la perspective de développer des efforts communs sur REDD+ et la planification de l'usage des sols grâce à la création d'outils régionaux. Les participants et l'audience ciblés sont des experts et des gestionnaires techniques issus des institutions partenaires du projet.

Trois réunions de GT ont jusqu'à présent été organisées :

GT1 : Georgetown, 5-6 décembre 2013 : *REDD+ MRV implementation and drivers of deforestation.*

GT2 : Paramaribo, 27-28 février 2014 : *Mapping for REDD+: tools and classification methods for forest cover monitoring.*

GT3 : Cayenne, 28-29 avril 2014 : *Design of a multipurpose National Forest Inventory*.

Les travaux de la première réunion de GT ont été présentés lors la réunion du CP de décembre, qui s'est tenue juste après. Toutes les présentations et le rapport de cette réunion sont consultables à l'adresse électronique suivante : <http://reddguianashield.com/working-groups/working-group-1/>

La réunion du GT2 s'est déroulée sur deux jours et a été divisée en quatre sessions, chacune d'entre elles se concentrant sur un sujet spécifique : 1) Utilisation de l'imagerie optique pour le MNV, 2) Utilisation de l'imagerie radar pour le MNV, 3) Définition de classes d'usage des sols, 4) Prise en compte des cultures itinérantes dans la surveillance des forêts. Quatre experts ont été invités pour contribuer aux débats. Deux d'entre eux venaient du siège de l'ONFI à Paris : Anne-Cécile Capel, responsable de la Direction informatique et géomatique, et Anoumou Kemavo, expert en SIG, télédétection et foresterie. Les deux autres étaient Anwar Helstone et Maureen Playfair de CELOS, au Suriname. 28 participants ont suivi cette réunion de GT. Toutes les présentations et le rapport du GT2 sont consultables à l'adresse électronique suivante : <http://reddguianashield.com/working-groups/working-group-2/>.

La réunion du GT3 s'est également déroulée sur deux jours divisés en quatre sessions : 1) Présentation de l'Inventaire forestier national (IFN) et de sa mise en œuvre sur le Plateau des Guyanes, 2) Élaboration d'un IFN orienté REDD+, 3) Usage de l'IFN dans l'évaluation des stocks de carbone (avec un débat sur la sélection des équations allométriques et les facteurs d'émission) sur le Plateau des Guyanes, 4) Intégration des résultats obtenus par l'Inventaire forestier national au système MNV et aux inventaires GES. Deux experts externes ont été invités pour contribuer aux discussions, Matieu Henry de la FAO/ONU-REDD, ainsi qu'Etienne Mathias du Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique (CITEPA-France). Cette réunion a quant à elle été suivie par 17 participants. Toutes les présentations et le rapport du GT3 sont consultables à l'adresse électronique suivante : <http://reddguianashield.com/working-groups/working-group-3/>.

Depuis la dernière réunion du CP en décembre 2013, les mandats des Groupes de travail techniques ont été définis et partagés sur la base des retours des membres du CP. Une liste des questions prioritaires pour les réunions à venir, établie à partir des propositions des membres du CP et des GT, a également été partagée avec les participants. Les réunions de GT ont été très utiles pour renforcer le réseau d'experts de la région, étant donné qu'une grande partie des participants ont suivi plusieurs réunions de GT. Des discussions ont été menées sur les formats et les participations possibles à adopter lors de futures opportunités de collaboration régionale. Les réunions de GT ont identifié les besoins en renforcement des capacités de la région afin d'étayer le Plan de formation et de transfert de technologie (*Training and Technology Transfer plan*) et de permettre ainsi une organisation optimale des futures activités du projet. En termes de résultats concrets des Groupes de travail techniques obtenus jusqu'à présent, un rapport détaillé par réunion décrit la teneur des débats et des échanges. Les présentations réalisées par les différents experts sont à la disposition du public sur le site Internet du projet, tout comme l'ensemble des documents que les participants souhaitent partager avec les autres. Trois protocoles « pas à pas » ont été élaborés et mis à la disposition des services forestiers suite aux travaux du GT2 : 1) Classification non supervisée avec OTB dans QGIS, 2) Classification supervisée avec OTB dans QGIS, 3) Traitement de base des images PALSAR.

Calendrier prévisionnel

La gestionnaire du projet, Marie Calmel, de l'ONFI, a détaillé les perspectives des Groupes de travail techniques en expliquant que six réunions de GT avaient été prévues dans le budget initial du projet. Il était prévu que toutes ces réunions auraient lieu avant la fin de l'année 2014, de façon à ce que les actions à venir du projet (comme la formation et le transfert de technologie) puissent bénéficier des avancées obtenues lors des réunions de GT. Le calendrier ci-dessous montre que les trois premières réunions ont eu lieu et propose un calendrier prévisionnel pour les trois suivantes :

		Dec-13	Jan-14	Feb-14	Mar-14	Apr-14	May-14	Jun-14	Jul-14	Aug-14	Sep-14	Oct-14	Nov-14	Dec-14
WGM 1	<i>Georgetown</i>													
WGM 2	<i>Paramaribo</i>													
WGM3	<i>Cayenne</i>													
WGM4	<i>Macapa</i>													
WGM5	?													
WGM6	?													

Comme convenu lors du GT3, la réunion du GT4 aura lieu à Macapá, dans l'État brésilien d'Amapá, en juillet ou août 2014. Deux thèmes ont été suggérés, nommément « Culture itinérante sur brûlis et dégradation des forêts » ou « Facteurs de déforestation ». Les deux alternatives ont été proposées aux membres du CP pour qu'ils choisissent le thème à traiter.

Une réunion de GT sur la culture itinérante sur brûlis pourrait traiter des méthodologies permettant d'évaluer les flux de carbone dans les concessions d'abattage sélectif, des modèles de surveillance de la dégradation forestière, de la définition de la culture itinérante sur brûlis comme activité forestière ou non forestière, des stocks et des pertes carbone, des modes de télédétection, ou encore des opportunités de renforcement des stocks de carbone dans ces zones. Un agronome tropical et un spécialiste de l'évaluation des stocks de carbone pourraient être invités à s'exprimer.

D'un autre côté, une réunion de GT sur les facteurs de déforestation pourrait améliorer les compétences de quantification des impacts des facteurs de déforestation sur le Plateau des Guyanes et permettre d'évaluer la situation, les besoins et les défis actuels. Les discussions pourraient porter sur l'identification et la surveillance des facteurs de déforestation dans le contexte REDD+, sur la manière d'anticiper l'évolution des facteurs de déforestation/dégradation et sur la façon dont cette anticipation peut aider à établir des NRE/NR. De précieuses informations sur la manière dont les connaissances et la compréhension des facteurs de déforestation peuvent être utilisées pour améliorer la planification de l'usage des sols pourraient être partagées, et des exemples d'activités relatives aux facteurs de déforestation être présentés. Des experts du domaine pourraient être invités, comme par exemple un économiste environnemental, un spécialiste de NRE/NR ou encore un expert en planification de l'usage des sols. Les membres du CP ont montré un vif intérêt pour les deux thèmes. Après discussion, la réunion du CP a décidé que le GT4 traiterait des facteurs de déforestation.

Situation budgétaire

En ce qui concerne le budget, le gestionnaire du projet a expliqué que même si la moitié des réunions prévues avaient déjà eu lieu (3 sur 6), seul 20 % du budget a été utilisé. Pour diverses raisons, les réunions ont coûté moins cher que prévu. Environ 50 000 € ont été économisés par rapport au budget prévisionnel.

Il a été demandé aux membres du CP de prendre une décision sur l'allocation des ressources économisées. Les

		TOTAL available budget for 6 WGM	Spent budget for 3 WGM		Remaining budget
2.a	Supporting expertise	36 120	6 840	19%	29 280
2.b	Logistics for WGM	194 952	40 194	21%	154 758
		231 072	47 034	20%	184 038

options suivantes ont été suggérées par le gestionnaire du projet :

1) Organiser des réunions de GT plus longues ou d'un autre type, en y incluant par exemple des recherches de terrain – NB : à mettre en perspective avec le Plan de formation et de transfert de technologie.

- 2) Organiser deux autres réunions de GT, soit huit au total.
- 3) Organiser des réunions qui ne suivent pas forcément le format des GT pour entamer des discussions allant au-delà des objectifs initiaux des réunions de GT.
- 4) Développer des outils additionnels en soutien aux discussions techniques, comme la production d'études et/ou de données régionales.

Une discussion s'est engagée où les membres du CP ont exprimé quelques idées et suggestions à ce propos. L'un des participants a proposé que le budget évoqué puisse être utilisé pour produire du matériel pédagogique et de sensibilisation à destination des communautés locales, et/ou pour diffuser les informations scientifiques produites par le projet auprès du public des pays du Plateau des Guyanes. La gestionnaire du projet a répondu en suggérant une réunion de GT supplémentaire pour partager des expériences sur les méthodologies efficaces d'engagement des différentes parties prenantes et de participation du public à REDD+. Un autre participant a indiqué qu'il serait bon d'organiser des réunions plus longues plutôt que des réunions supplémentaires, étant donné le travail que représente pour l'équipe du projet l'organisation de la logistique permettant de réunir tout le monde au même endroit. Aucune décision relative à l'allocation du budget en question n'a été prise lors de cette session, les membres du CP ayant préféré attendre d'avoir une meilleure vue d'ensemble du budget total du projet et des autres activités suggérées (notamment les activités de FTT) avant de prendre une décision.

Clôture de la première journée

La première journée de cette troisième réunion du CP s'est terminée par un résumé des activités de la journée, suivi d'une conférence de presse afin de donner aux journalistes de Guyane française l'opportunité de poser leurs questions sur REDD+ pour le Plateau des Guyanes. Nicolas Karr, de l'ONF, a donc présenté le projet avant de donner la parole aux bailleurs de fonds, porteurs de projets et partenaires. La conférence de presse s'est tenue en français et sans traduction. Un dîner de travail a été organisé au restaurant Paris-Cayenne, à l'occasion duquel a été signé un protocole d'accord pour formaliser la collaboration avec le service forestier du Suriname (Accord ONFI-ONF-SBB), ainsi qu'avec le GSF (Accord ONFI-ONF-GSF), dans le cadre du projet REDD+ pour le Plateau des Guyanes.

3 juin 2014

Session 3 – Assistance nationale « à la carte »

Cette session a commencé par une intervention de Sara Svensson, de l'ONFI, pour définir le cadre de l'assistance nationale à la carte au sein du contexte et des activités du projet. Le projet est basé sur 3 axes mis en œuvre à travers différents canaux, et l'un d'entre eux est l'assistance nationale à la carte. Cet outil a été créé pour aider à la mise en œuvre du projet au niveau national, et non plus régional, tout en poursuivant les mêmes objectifs. Il convient en effet de répondre aux besoins spécifiques de chaque pays pour contribuer à une meilleure intégration au niveau régional. Cette assistance nationale à la carte sera fournie sous la forme d'interventions techniques d'experts (si possible avec des experts de l'ONFI de différentes spécialités) et dispose d'un budget total de 70 000 €. Les différents correspondants locaux sont invités à contribuer et à participer activement à cette assistance à la carte. Pour recevoir cette assistance, les partenaires doivent suivre 5 étapes : (1) établissement d'une liste de demandes basées sur leurs besoins ; (2) validation des activités à la carte par l'équipe du projet ; (3) définition du mandat en collaboration avec l'ONFI ; (4) mise en œuvre de l'assistance technique ; (5) partage des résultats pertinents au niveau régional.

Ensuite, Rene Somopawiro, du SBB, a expliqué en détail comment l'assistance à la carte avait été jusqu'à présent mise en place au Suriname.

- Le CP a constaté que chaque pays était différent et qu'en vue de leur participation efficace au projet, il était nécessaire de voir au-delà du simple aspect régional et d'incorporer également des aspects nationaux. Le SBB a identifié 3 actions pouvant bénéficier de l'assistance à la carte : le R-PP, le Plan national de surveillance du couvert forestier et le projet pilote d'Inventaire forestier national.
- Par conséquent, 3 activités à mettre en œuvre par les experts de l'ONFI ont été identifiées : aide à l'évaluation de la précision des cartes grâce au développement participatif du protocole AQ/CQ ; formation QGIS ; élaboration d'un tableau comparatif d'imagerie par satellite. Une mission internationale d'un expert de l'ONFI a eu lieu en mars 2014 et des discussions techniques se sont poursuivies avec d'autres experts de l'ONFI afin d'atteindre ces résultats. 12,5 jours-personnes ont été fournis jusqu'à présent par ces consultants.
- Pour la formation QGIS, réalisée en mars 2014, le formateur était Aimé Kemavo, de l'ONFI (Paris). Nicolas Degarne, de l'ONF-Guyane, a également participé et apporté son soutien. Les participants étaient des employés du SBB et 2 analystes SIG de CELOS NARENA. L'avantage de QGIS est qu'il s'agit d'un logiciel libre offrant différents outils. En conséquence, le SBB utilise QGIS beaucoup plus fréquemment qu'avant et se spécialise progressivement à cet effet.
- Pour ce qui est du protocole AQ/CQ, l'objectif était d'aider à la validation de la base géographique de 2000 et de la carte de déforestation 2000-2009. Ont participé à cette activité des employés du SBB et de CELOS NARENA. Le protocole, élaboré en mars 2014, doit encore être affiné en vue de sa mise en œuvre par le SBB, après quoi il sera validé par l'ONFI. Les résultats finaux seront publiés d'ici fin 2014. Il est important de souligner que le SBB a préféré être formé à la création d'un protocole plutôt que d'en recevoir un clé en mains, et c'est ce qui s'est passé.
- L'objectif du tableau comparatif d'imagerie par satellite était d'étudier les alternatives à la méthodologie actuelle utilisée par l'unité de surveillance du couvert forestier du SBB. Anne-Cécile Capel, de l'ONFI, a apporté son soutien à la réalisation de ce tableau en y incluant des informations sur les capteurs, la résolution, le nombre de bandes, le coût, etc. Ces informations ont été partagées avec les partenaires du projet lors du GT2 de Paramaribo.
- Quant aux 7,5 jours-personnes encore disponibles, SBB envisage, en collaboration avec l'ONFI, de les utiliser pour l'une des activités suivantes : vérification de la qualité AQ/CQ après la mise en œuvre locale du protocole ; donner suite à l'assistance concernant la conception et la préparation du MNV REDD+ ; soutien à la surveillance du couvert forestier et à l'évaluation des stocks de carbone.
- Outre cette assistance à la carte, le Suriname a reçu le soutien de l'ONFI pour la formulation du Plan national de surveillance du couvert forestier, dans le cadre d'un contrat parallèle lié au projet « Surveillance du couvert forestier en région amazonienne » de l'OTCA.

Après cette présentation, les avancées de l'assistance nationale à la carte dans chaque pays/État partenaire ont été décrites :

- En ce qui concerne l'État brésilien d'Amapá, l'objectif principal défini conjointement par le SEMA, l'IEF et l'ONFI visait au renforcement des capacités des techniciens locaux de géomatique pour l'évaluation et la surveillance de la déforestation et de la dégradation à travers l'analyse des données de télédétection. Le travail de renforcement des capacités sera centré sur 3 thèmes : AQ/CQ d'une carte d'occupation et d'utilisation des sols (LULC) pour l'État d'Amapá ; amélioration de l'identification sur le terrain des différentes modifications apportées à l'usage des sols et au couvert végétal ; détection et surveillance de la dégradation forestière. Des consultants locaux seront engagés en raison de l'exigence de maîtrise de la langue portugaise. Des modifications au mandat initial sont en cours d'analyse et devraient être mises en œuvre à partir de juillet. Les résultats espérés sont la tenue de sessions de formation et l'élaboration de manuels localement adaptés de protocoles/opérations traitant des questions suivantes : activités de bureau AQ/CQ ; activités de terrain AQ/CQ ; identification sur le terrain des modifications apportées à l'usage des sols et au couvert végétal. Les résultats obtenus pourront être partagés au niveau régional si nécessaire. Claudia Funi, du SEMA, a ajouté que ce travail améliorera les capacités de surveillance de l'État d'Amapá, et permettra ainsi d'obtenir de meilleurs résultats et de mettre en œuvre des politiques plus efficaces contre la déforestation.
- Pour ce qui est du Guyana, les activités n'ont pas encore commencé, mais le mandat a déjà été élaboré par la GFC et est en cours d'analyse par l'ONFI. Il est orienté vers la mise en œuvre de la composante de surveillance du carbone forestier au sein du Système de mesure, notification et vérification de REDD+ au Guyana, grâce au soutien apporté à la GFC dans l'établissement des facteurs d'émission de la dégradation spécifique aux sites miniers. Le consultant devra mettre en place un travail de terrain et élaborer un rapport final sur les facteurs d'émission. L'activité minière constitue le plus important vecteur de déforestation du Guyana, d'où la pertinence du renforcement du suivi de la dégradation autour des sites miniers. De plus, ces facteurs d'émission pourront être utiles au niveau régional. Pour le moment, la reforestation n'est pas à l'ordre du jour, mais l'analyse de la régénération des sites miniers est prise en considération.
- En dépit d'un contexte environnemental et socio-économique proche de celui des pays non visés à l'annexe 1, la Guyane française se trouve dans la situation particulière de n'être pas éligible à REDD+. Par conséquent, l'objectif de l'assistance à la carte est d'analyser, grâce à une étude comparative, des alternatives de mise en œuvre de mécanismes de type REDD+ adaptés au contexte spécifique de la Guyane française, ainsi que leurs éventuels impacts sur les obligations françaises de notification auprès de la CCNUCC, et plus spécifiquement dans le cadre UTCATF du protocole de Kyoto. Les mandats ont été préparés et seront discutés avec la Région Guyane avant leur validation finale. L'étude comparative devrait être terminée d'ici à mi-octobre 2014.

Pour clôturer cette session, Marie Calmel, de l'ONFI, a indiqué la situation budgétaire et le calendrier prévisionnel pour cette composante du projet. Ces activités sont en cours et peuvent permettre la création de synergies avec d'autres activités. 21 % du budget a été utilisé, ainsi que 16,5 jours-personnes, principalement pour le Suriname, qui a aussi bénéficié d'une mission internationale. Le reste des fonds devrait être dépensé avant la fin 2014. L'État brésilien d'Amapá prévoit de commencer la phase de mise en œuvre en juillet, et la Guyane française fin août ou début septembre. Les résultats des activités seront présentés sur le site Internet du projet dans la langue du pays concerné. Les traductions sont possibles sur sollicitation des partenaires.

Situation budgétaire

		TOTAL available budget for 6 WGM	Spent budget for 3 WGM		Remaining budget
1.a	Supporting expertise	64 000	13 200	21%	50 800
1.b	International missions	10 704	1 554	15%	9 150
		74 704	14 754	20%	59 950

Session 4 – Formation et transfert de technologie

Sérgio Milheiras, de l'ONFI, a ouvert la session consacrée aux opportunités de Formation et transfert de technologie (FTT) dans le cadre du projet.

- Le budget alloué à cette activité est de 216 000 € pour la formation et de 180 000 € pour le transfert de technologie. L'objectif est de créer un espace spécifique pour renforcer les capacités techniques des pays quant aux 3 axes du projet, grâce entre autres à la promotion du transfert de technologie et au renforcement du dialogue régional.
- Lors du dernier Comité de pilotage, les membres du CP ont décidé que le plan de FTT serait mis en œuvre sur une base semestrielle en prenant en compte les retours des partenaires, le plan consolidé de FTT devant être présenté lors de la 3^{ème} réunion du CP. Afin d'élaborer ce plan de FTT, des informations ont été collectées à partir de différentes sources, principalement dans le cadre des activités à la carte, des réunions des groupes de travail, des missions dans les pays/États, des discussions avec les partenaires et des données réunies auprès des correspondants locaux.
- Le plan semestriel de FTT ici présenté est ouvert à la discussion et à l'incorporation de nouvelles propositions de la part des membres du CP. Ces éventuelles contributions pourront également être envoyées à l'équipe du projet tout au long de la mise en œuvre du plan. Elles seront analysées par le gestionnaire du projet, soumises à la validation des membres du CP et, le cas échéant, intégrées aux activités. Une mise à jour sera réalisée lors de la prochaine réunion du CP.
- Par conséquent, le plan semestriel de FTT suggéré a été élaboré sur la base des retours concernant les thèmes devant être abordés et le format approprié à mettre en place. Pour ce qui est de ces thèmes, les principales suggestions concernent la formation à l'imagerie radar, aux méthodologies de « cloud filling » et aux divers systèmes de classification LULC, ainsi que la coopération régionale sur l'identification des essences, les équations allométriques et les facteurs d'émission. Pour le format à adopter, l'accent a été mis sur les sessions de formation, la collaboration régionale, l'octroi de bourses d'études et le transfert de technologie.

La session s'est poursuivie avec l'intervention de Marie Calmel, de l'ONFI, qui a détaillé le plan semestriel proposé. Dans la mesure du possible, la mise en œuvre des différentes activités doit se faire au niveau régional afin que le même niveau de compétence soit atteint dans chaque pays/État/région. L'analyse des données au niveau régional représente un véritable défi, en raison des questions linguistiques par exemple, mais n'en est pas moins pertinente. En effet, tandis que chaque pays travaille sur son propre territoire, le projet doit de son côté essayer de réunir et de manipuler le plus grand nombre de données possibles afin de constituer une vue d'ensemble du Plateau des Guyanes. Il a alors été demandé aux membres du CP d'intervenir et de partager leurs opinions sur chacune des activités proposées.

- **Activités proposées pour les sessions de formation :**
 - Sessions de formation à l'imagerie radar (collecte des données, interprétation des données, outils et applications)
 - Sessions régionales de formation sur l'identification des essences (avec préparation d'un manuel opérationnel et recherches de terrain)

Marie Calmel, de l'ONFI, a indiqué qu'un besoin commun en formation radar avait été identifié et sollicité par les participants du GT2 au Suriname. Il est important de prendre en considération les différentes opportunités en fonction de leur coût, du temps nécessaire, etc., et des types spécifiques de technologie pour lesquels une formation s'avère indispensable, de façon à les intégrer au processus en cours et à compléter les données optiques déjà compilées. Afin de mettre en œuvre cette formation à l'imagerie radar, il faut établir un calendrier précis et définir ce sur quoi la formation se concentrera. Certaines opportunités sont à prendre en compte, comme par exemple le fait que la plupart des pays disposent d'images SRTM 60m, sauf en Guyane française qui dispose d'un accord spécial pour SRTM 30m. Il faudrait analyser ce qu'il y a derrière ces accords.

Karlon Warde, de la GFC, a informé que le Guyana n'a pas encore fait usage d'imagerie radar, mais qu'il existe des projets à partir de l'année prochaine dans le cadre de la mise en œuvre du système MNV. La création d'un ensemble d'indicateurs pour évaluer les besoins en transfert de technologie dans le cadre du projet pourrait être intéressante.

Pour l'État d'Amapá, Claudia Funi, du SEMA, a confirmé que l'imagerie radar était vraiment nécessaire, en raison de la récurrence d'une couverture nuageuse élevée sur les images optiques. Les images optiques les plus récentes de l'État n'ont réussi à couvrir que 20 % du territoire sans couverture nuageuse. L'État a signé cette année un contrat d'acquisition d'images radar afin d'obtenir une base de référence pour les activités de surveillance. Des ressources additionnelles seraient appréciées, y compris en ce qui concerne la formation à l'interprétation des images. Une option qui pourrait être également prise en compte est l'utilisation de drones, en ce qu'ils peuvent voler à plus basse altitude et à moindre coût, permettant ainsi d'améliorer les images. LiDAR est un très bon produit, mais il est très cher. Cela coûterait 250 millions de reais à l'État, tandis que l'option choisie ne coûte que 25 millions de reais. Durant le processus, le SEMA a évalué différentes sociétés travaillant dans l'imagerie radar et passé commande auprès de quelques-unes d'entre elles, certaines étant également intéressées à proposer des formations.

Rene Somopawiro, du SBB, a ajouté que lors de la dernière réunion de GT, l'importance de l'usage de l'imagerie radar avait été discutée et qu'il était important de continuer d'en faire une priorité, principalement en ce qui concerne la formation y afférente. Le SBB n'a qu'un seul spécialiste radar, et cette capacité doit être augmentée. La NASA a fourni quelques images au SBB. Une chose que l'on a apprise lors du GT2 est qu'il existe de nombreuses opportunités pour créer des synergies.

Pour ce qui est de l'identification des essences, Marie Calmel, de l'ONFI, a souligné que différents aspects pouvaient être pris en compte pour améliorer l'expertise botanique d'identification des essences sur le terrain. L'un de ces aspects consiste en l'association correcte entre les noms locaux et les noms scientifiques des arbres. Une des options serait de constituer un groupe de 12 à 15 personnes de la région qui pourraient travailler ensemble sur ce thème à partir des protocoles de terrain existants et avec l'aide d'experts, de façon à ce que ces protocoles de terrain soient améliorés et disponibles pour tous. Il est important de travailler à partir de ce qui existe déjà dans les différents pays. Le travail de terrain pourrait être intégré au projet. L'ONF Guyane a déjà travaillé sur ce thème et peut également être impliqué.

Le SBB considère que l'identification des essences forestières est importante pour son travail. Une fois la formation réalisée, les connaissances continueront à circuler pour atteindre un plus grand nombre de personnes. La GFC a indiqué que dans le cadre de son système MNV, 300 espèces d'arbres et leur densité avaient été identifiées. Les experts en identification travaillent avec deux équipes de terrains et sont très expérimentés, mais l'un d'entre eux va bientôt prendre sa retraite. De nouvelles compétences doivent être développées en collaboration avec le secteur forestier, et la GFC a comme objectif de renforcer les capacités au niveau local. Des manuels existent déjà (comme le manuel du WWF, par exemple) et peuvent être adaptés. L'ONF-Guyane a précisé qu'une base de données en cours de publication avait été créée pour lier les noms scientifiques aux noms locaux. Ce travail a été réalisé avec des membres des communautés locales.

• **Activités proposées pour l'assistance régionale :**

- Assistance régionale pour la création d'une base de données des équations allométriques disponibles et la mise en place d'un programme permettant d'en développer de nouvelles.
- Assistance régionale pour le développement d'un système commun de classification pour la région en se basant sur les meilleures pratiques.

Pour ce qui est de la base de données d'équations allométriques, Marie Calmel, de l'ONFI, a expliqué que dans la région sont utilisées des équations aussi bien générales (par ex., Chave et al., 2005) que plus spécifiques (comme celles utilisées dans l'État d'Amapá). Tous les pays sont confrontés à la même réalité, il s'agit donc de travailler ensemble avec l'aide d'un expert plutôt que de développer des travaux indépendants au niveau de chaque partenaire. Aussi bien la base de données d'équations allométriques que l'arbre ou le protocole de décision doivent être développés au niveau régional en impliquant tous les partenaires. Par contre, pour ce qui est des systèmes de classification, les problèmes rencontrés au niveau national peuvent être utiles pour aborder la question. Différents systèmes et produits de classification sont utilisés dans la région et il est difficile de les comparer les uns aux autres. Par conséquent, la région aurait tout à gagner d'un processus d'analyse des différents systèmes afin de créer une base commune avec la collaboration de tous les services forestiers concernés.

Karlon Warde, de la GFC, a quant à lui estimé que le développement des équations allométriques était très important. La GFC avait comme objectif de mettre en œuvre sa propre équation allométrique début 2014, étant donné que

jusqu'à présent Chave et al. 2005 et Botani 2006 sont utilisés pour la biomasse aérienne. Un échantillonnage destructif de 7 arbres a été réalisé récemment (6 sont encore prévus pour cette année et 4 pour l'année suivante), et d'ici à la fin d'année, le travail se concentrera sur l'élaboration de l'équation allométrique. Les capacités en échantillonnage destructif ont été renforcées grâce à la venue l'année dernière d'une équipe universitaire des Pays-Bas. La GFC souhaite utiliser une nouvelle méthode d'évaluation de la biomasse des arbres à partir du cœur de l'arbre plutôt que de l'arbre entier, ce qui est plus rapide mais toutefois moins précis. Ce travail est réalisé par la GFC en collaboration avec Winrock.

Lana Oliveira, de l'IEF, a mentionné que l'État d'Amapá travaillait avec des équations allométriques depuis 2010, avec des équations différentes pour la biomasse aérienne ligneuse (AGB), la biomasse souterraine ligneuse (BGB) et la biomasse totale. L'IEF peut apporter son soutien aux autres pays si nécessaire, car il s'agit d'un travail qui a déjà été réalisé. Une organisation extérieure a aidé l'IEF dans cette tâche et peut également être impliquée. L'IEF est tout à fait disposé à apporter son aide et est d'accord pour intégrer cette thématique au plan de FTT. L'idéal serait de disposer d'une équation allométrique au niveau régional. Aujourd'hui, la quantification des stocks de carbone dans l'État d'Amapá est plus élevée que dans d'autres régions d'Amazonie, comme le confirment les données.

Rene Somopawiro, du SBB, a également donné son accord pour cette activité en rappelant l'avoir lui-même proposée. Le SBB utilise Brown et al. 1997 et Chave et al. 2005 pour son équation d'évaluation des stocks de carbone de la biomasse et souhaite confirmer son applicabilité au Suriname. Nous sommes prêts à ajuster et à modifier cette équation, qui semble jusqu'ici très précise. Aucun échantillonnage destructif n'a été réalisé jusqu'à présent.

Martin Perrier, de l'ONFI, a déclaré que ce thème était une bonne illustration de ce que permettait ce projet. La plupart des pays travaillent avec les équations de Chave et Brown, c'est donc un thème commun, et le réseau lié au projet peut aider à rassembler toutes ces expériences pour améliorer la précision. L'équation allométrique est une question fondamentale au niveau du MNV. L'ONFI dirige un projet d'élaboration de 6 nouvelles équations allométriques dans le bassin du Congo en collaboration avec une université belge. Ce qui se passe déjà en d'autres lieux constitue une expérience importante pouvant être partagée dans le cadre d'un programme de travail.

• **Activités proposées pour les bourses d'études :**

- Fournir des bourses d'études à 3 étudiants (un par pays) pour suivre un Master 2 (d'une durée d'un an) d'écologie des forêts tropicales (EcoFoG - AgroParisTech, Université des Antilles et de la Guyane, et autres)
- Soutenir financièrement la participation de 3 fonctionnaires des services forestiers au cursus d'un mois sur les forêts tropicales humides en Guyane française (proposé par EcoFoG – Ecologie des Forêts de Guyane, Unité Mixte de Recherche)

Marie Calmel, de l'ONFI, a affirmé que le 3^{ème} format possible de FTT est constitué par les bourses d'études, un besoin qui avait été exprimé à diverses reprises. Cela correspond également aux objectifs du projet d'encourager la coopération universitaire dans la région. Jusqu'à présent, des opportunités en Guyane française ont été indiquées, mais il en existe certainement d'autres. Il a été suggéré de fournir des bourses d'études à 3 étudiants (un par pays) pour suivre un cursus de Master d'un an en Guyane française, avec 6 mois de cours et 6 mois de stage dans un service forestier. La bourse consiste en une somme de 700 € par mois pour couvrir les frais quotidiens, les billets d'avion et les frais d'inscription à l'université. La barrière du langage doit bien sûr être prise en compte. Une autre alternative, destinée aux services forestiers, est d'envoyer des fonctionnaires suivre un cursus d'un mois sur la gestion des forêts tropicales. Cela permettrait à 3 fonctionnaires issus des organismes partenaires d'établir des contacts avec des spécialistes d'autres pays.

Caroline Abt, du FFEM, a précisé que lors de l'esquisse du projet, il avait été planifié de soutenir la collaboration scientifique entre les différents pays partenaires. Le FFEM et le projet ont alors étudié la possibilité de fournir des opportunités de Master. Le FFEM souhaiterait avoir un retour des autres pays par rapport aux possibilités d'établir des échanges avec les universités de Guyane française afin d'équilibrer le projet.

Rene Somopawiro, du SBB, a souligné qu'il fallait d'abord connaître la position de l'Université du Suriname à cet égard. Il existe un Master en gestion des ressources naturelles et il est sans doute possible de soutenir quelques

Session 5 – Dialogue régional REDD+

Marie Calmel, de l'ONFI, a présenté la Session 5, consacrée au dialogue et aux outils régionaux pris en charge par la plate-forme collaborative régionale REDD+ du Plateau des Guyanes. Ces outils comprennent les études régionales, la base de données SIG, les modèles de déforestation, le forum de discussion, la bibliothèque en ligne, le site Internet et la politique de partage des données, comme on peut le voir sur la figure ci-après.

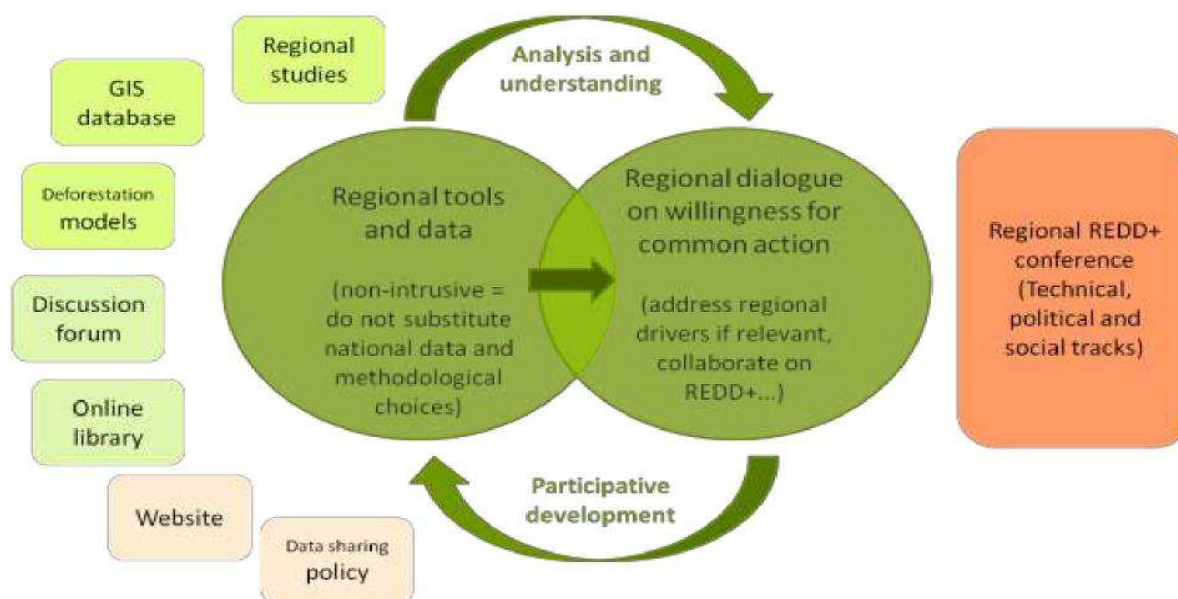


Fig. 1 - Outils régionaux de la plate-forme collaborative régionale REDD+ du Plateau des Guyanes

Élaboration de modèles de déforestation future pour alimenter le dialogue régional

Sur l'élaboration de modèles de déforestation future pour alimenter le dialogue régional, Marie a apporté des détails en mentionnant qu'elle serait mise en œuvre dans le cadre de l'accueil de 2 doctorants engagés dans des processus de recherche participative (voir figure ci-dessous). Le contexte de la participation doctorale prévue initialement dans le projet était de développer un modèle à l'échelle du Plateau des Guyanes afin de renforcer les capacités de modélisation prédictive, d'améliorer les processus de prise de décision, d'encourager les discussions sur la déforestation transnationale et les menaces de dégradation, et de stimuler la coopération universitaire. Entre le CP1 et le CP2, l'équipe du projet a constaté qu'il existait un autre projet doctoral avec des objectifs similaires en Guyane française. Une discussion s'est alors engagée sur les possibilités d'intégrer ce doctorat au projet. Les mandats ont été partagés avec les membres du CP en janvier 2014 et l'approche de travail a été adaptée pour répondre aux préoccupations des différents pays (importance du processus participatif, pertinence, renforcement des capacités, accès aux résultats).

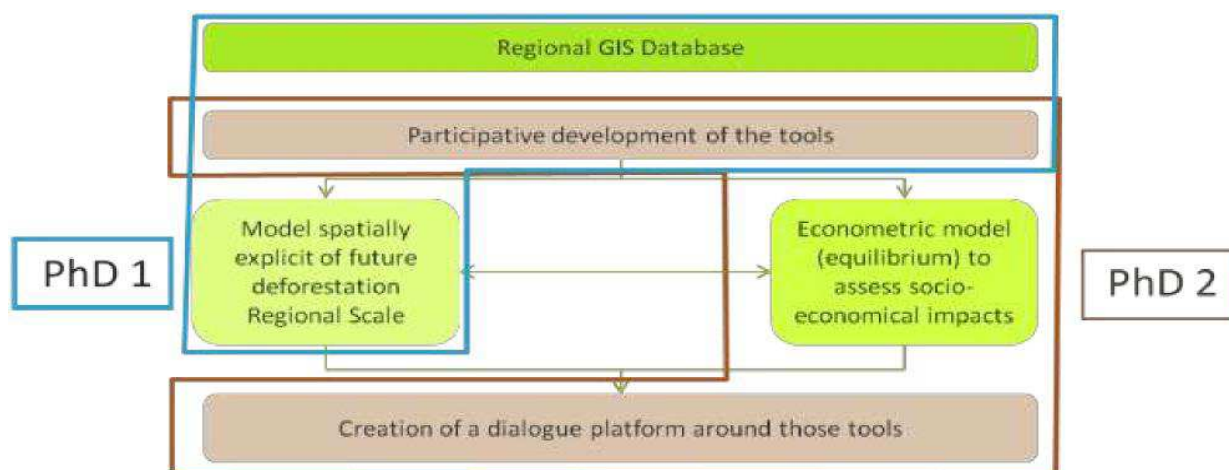


Fig.2 – Points principaux des 2 projets doctoraux initialement inclus dans le cadre du projet

Ensuite, Camille Dezecache, doctorant au CIRAD, a présenté son travail en cours :

- Ses recherches ont commencé en octobre 2013 et se termineront en octobre 2016. Les directeurs de recherche sont Bruno Héroult (CIRAD) et Jean-Michel Salles (CNRS). Ce doctorat était déjà prévu avant le projet, et l'ONF et l'ONFI ont ensuite fourni des financements supplémentaires.
- Le but de ces recherches est de modéliser la déforestation future et la dégradation forestière sur le Plateau des Guyanes en fonction de différents scénarios politiques et socioéconomiques, ce qui permettra d'améliorer la compréhension des facteurs de déforestation, de modéliser la déforestation future et de prendre en compte divers scénarios socioéconomiques.
- L'intérêt de ce doctorat pour le projet va au-delà des objectifs originaux de la thèse grâce à la publication de modèles spatio-temporels de déforestation et de cartes de déforestation. Cela permettra en outre de mettre en contact des personnes de différents pays et institutions durant le processus de recherche, et de renforcer les capacités relatives aux outils statistiques et de modélisation, comme le logiciel R.
- Les données de déforestation utilisées sont celles de Hansen et al 2014, car si leur qualité n'a pas encore été évaluée, elles offrent néanmoins une bonne résolution spatiale. Le logiciel R utilisé est un logiciel libre (open source), mais il exige des connaissances en programmation. Le premier pas a consisté à utiliser des données de Guyane française pour tester les choix méthodologiques, mais ce travail sera étendu aux autres pays partenaires. Ce processus a maintenant besoin d'être régionalisé afin d'éviter le risque de ne pas pouvoir s'appliquer aux autres pays. L'objectif est en effet de travailler à un niveau régional.
- Pour alimenter ces recherches, une expertise locale est indispensable en ce qui concerne les cartes de déforestation, les facteurs, les tendances futures et les données locales. Pour les prochaines étapes, il est d'abord important de valider la structure du modèle avec des données d'autres pays que la Guyane française (y compris avec des cartes routières, fluviales, des zones protégées et des sols), puis de visiter chaque pays pour discuter des résultats et travailler avec les experts locaux. La coopération est nécessaire pour garantir l'interprétation correcte des facteurs de déforestation et renforcer les capacités de manière effective dans chaque pays.

Un débat s'est ensuite déroulé sur ce thème entre les membres du CP :

- Caroline Abt, du FFEM, a demandé de quelle manière les réunions réalisées avec chaque pays seraient mises en relation et intégrées aux travaux du projet, ce à quoi Marie Calmel, de l'ONFI, a répondu qu'il existait une réelle volonté, afin que ces travaux soient le plus utiles possible au projet, d'utiliser les données des services forestiers et de leur prêter assistance à la même occasion. En effet, une autre phase à venir est la collecte des données pour la base de données. Ces activités doivent répondre aux besoins des services forestiers de façon à leur permettre de réaliser une série de voyages dans les autres pays et d'obtenir le soutien des correspondants locaux.
- Claudia Funi, du SEMA, a précisé que les modèles étaient importants pour orienter les politiques publiques et a demandé si un quelconque renforcement des capacités était prévu pour la fourniture des données ou si des données secondaires seraient utilisées. En ce qui concerne le choix des paramètres, le SEMA a réalisé une étude

moins élaborée avec des données secondaires. Une session de formation a eu lieu sur le thème à l'Université de Brasilia pour voir quelles variables étaient les plus connectées à la déforestation. Maintenant, le SEMA va adapter le poids de chaque variable. Le processus en est à ses débuts, mais le SEMA a déjà avancé dans la sélection des variables et la collecte des données secondaires.

- Rene Somopawiro, du SBB, a souligné que le SBB avait commencé des expériences de modélisation avec un petit groupe. Et il y a à Paramaribo un doctorant qui fait de la modélisation à petite échelle. Les travaux à mettre en œuvre au sein du projet doivent prendre en considération que l'on en est encore aux premiers pas dans ce domaine et que le renforcement des capacités est nécessaire.
- Karlon Warde, de la GFC, a mentionné une étude de l'University of Maryland et a demandé si la recherche ici présentée utilisera la même résolution moyenne ou bien une plus précise, ce à quoi Camille a répondu que l'objectif n'était pas de produire de nouvelles données, que les données disponibles seraient utilisées et qu'en outre, en raison de l'échelle du Plateau des Guyanes, la manipulation des données de haute résolution n'était pas pratique. Produire de nouvelles données serait trop cher et prendrait trop de temps.

Marie Calmel, de l'ONFI, a expliqué qu'au-delà du doctorat de Camille sur la modélisation de la déforestation future, le projet doctoral initial principalement financé par CIFRE est encore disponible. Il serait pertinent de le maintenir au sein du projet et de voir quelles sont les possibilités. Cela permettrait de compléter le travail réalisé par Camille et de contribuer à l'atteinte des objectifs initiaux, même si les résultats ne seront pas disponibles avant la fin prévue du projet. Sans ce doctorat, le financement du CIFRE sera perdu (70 000 €), mais le budget complémentaire sera quant à lui encore disponible (42 000 €). Ce budget pourrait être utilisé pour mobiliser l'expertise d'un économiste environnemental de façon à donner plus de consistance aux travaux en cours, par exemple pour mieux comprendre les spécificités des pays HFLD dans la modélisation des modifications à venir de la déforestation, pour mettre en œuvre une analyse macro-économique et étudier les effets d'entraînement et de fuite, ou encore pour renforcer les capacités.

Le FFEM a confirmé que le délai de financement pouvait être prolongé si les membres du CP estiment que c'est important. La coopération déclenchée par le processus de mise en œuvre de ce doctorat peut-être aussi pertinente que les résultats eux-mêmes. Le SEMA a fait remarquer que pour ce modèle prédictif régional, il serait intéressant de mettre en place un renforcement des capacités sur ses marges d'adaptation. Pour élaborer un modèle pour tous les pays, les variables doivent être communes, mais il serait important d'avoir la liberté de manipuler le modèle et de pouvoir y ajouter d'autres variables. L'ONF-G a rappelé que si le deuxième doctorat était inclus au projet, il devrait commencer dès maintenant, même si le FFEM peut accorder un délai supplémentaire. Le choix n'est pas entre mettre en œuvre le deuxième doctorat ou utiliser ces ressources pour détailler le modèle. Le SBB a indiqué qu'il serait plus facile de décider en se basant sur les résultats de ce premier doctorat, et qu'en attendant, le projet devrait se concentrer sur les aboutissements de ce premier doctorat et le renforcement des capacités. Marie Calmel a récapitulé en disant la décision finale n'était pas encore prise, mais que la question resterait pertinente pour les mois à venir. Pour le moment, le projet insistera sur le renforcement des capacités et Camille continuera son travail.

- **Études régionales**

Sabá Loftus, de l'ONFI, a donné suite à la réunion en introduisant un nouveau point de l'ordre du jour, les études régionales :

- Le budget du projet inclut 81 000 € pour la préparation d'études régionales, dont la plupart reste à dépenser. Deux études régionales ont déjà été mises en œuvre : une étude comparative de la situation du MNV dans les pays du Plateau des Guyanes et une étude comparative des outils de modélisation de la déforestation future. Une étude supplémentaire sera préparée à partir des informations collectées pour la base de données SIG sur les facteurs de déforestation.
- Jusqu'à présent, en termes de résultats, le projet a élaboré un document intitulé : « *Synopsis Report on Methodologies and Approaches of conducted MRV for REDD+ in Project Countries* ». Cette synthèse régionale a pour but de présenter un panorama des ressources méthodologiques propres à chaque pays et pouvant être utilisées par les services forestiers. Vu que les données sont en constante évolution, l'idée est de créer un document dynamique actualisable retraçant l'évolution des catégories et facilement utilisable par les personnes intéressées.
- Ce document dynamique répond à une demande des partenaires de disposer d'un tableau synoptique composé de données consolidées, car il est parfois difficile de comprendre ce que les autres pays sont en train de faire. Il

peut être consulté sur le site Internet du projet, et les usagers autorisés des services forestiers et des correspondants locaux ont la possibilité de l'éditer, et par conséquent d'y ajouter des données actualisées directement via Google Docs. Ces modifications deviennent alors immédiatement visibles sur le site. Les partenaires doivent informer l'équipe du projet au cas où certaines données ne seraient pas destinées à être partagées. La consultation est disponible à l'adresse suivante : <http://reddguianashield.com/studies/>

Les participants ont ensuite contribué au débat sur cet outil :

- Marie Calmel, de l'ONFI, a mentionné que le budget déjà alloué visait l'analyse des données du tableau et a également indiqué que le WWF avait proposé d'actualiser ses rapports sur le secteur minier et sa surveillance si les membres du CP l'estiment nécessaire. En ce qui concerne les priorités relatives au budget restant, il a été suggéré de numériser les données disponibles au niveau régional à différentes dates ou encore d'étudier l'impact des principaux facteurs de déforestation/dégradation, mais d'autres options sont également envisageables.
- Pour ce qui est de la collaboration avec le WWF, Rene Somopawiro, du SBB, a demandé si les partenaires du projet ne seraient pas capables de réaliser ces activités de manière autonome. Marie a répondu que cette discussion n'en était qu'à ses débuts, mais que les outils et les différents axes du projet pourraient potentiellement tirer profit de cette collaboration grâce à la combinaison des résultats et à la mise en place d'une discussion au niveau régional. L'équipe du projet analysera cette option et consultera alors les membres du CP. Sofie Ruyschaert, du WWF Guianas, a également clarifié que le but était de travailler à un niveau régional et non pas de manière isolée avec une méthodologie propre. Des sessions de renforcement des capacités pourraient être prévues sur une base annuelle.
- Toujours par rapport à la collaboration avec le WWF, Claudia Funi, du SEMA, a demandé si les informations que le WWF peut générer sur l'exploitation minière venaient d'images satellites gratuitement disponibles, ou si l'organisation disposait d'informations complémentaires. Nicolas Karr, de l'ONF-G, a souligné que les cartes montrées la veille par Sofie Ruyschaert montraient des images SPOT de 2008 et qu'elles étaient en cours d'analyse par l'ONF-G. Il existe la possibilité d'avoir des images SPOT pour le Plateau des Guyanes, mais c'est compliqué, car seule la Région Guyane a le pouvoir de décision à cet égard. La carte régionale serait un outil très utile.
- **Base de données régionale SIG**

Ensuite, un nouveau point de l'ordre du jour a été présenté par Sérgio Milheiras, de l'ONFI : la base de données régionale SIG des facteurs de déforestation et de dégradation du Plateau des Guyanes.

- Les objectifs de cet outil sont d'améliorer la compréhension de la distribution spatiale et de l'impact des facteurs de déforestation/dégradation au niveau régional ; d'améliorer la compréhension des données disponibles ; et d'alimenter un modèle spatialement explicite de déforestation future.
- Le projet doctoral de Camille Dézécache contribuera à l'établissement de cette base de données. Les données recherchées correspondent à toutes les variables pouvant expliquer la déforestation et être mises en corrélation avec les cartes historiques du déboisement. Dans la mesure du possible, ces données devraient être disponibles pour chaque point temporel pour lequel existe une carte.
- La base de données sera élaborée avec le logiciel QGIS. L'ONF Guyane proposera une structure pour cette base de données qui devra être validée par l'équipe du projet. Les données seront quant à elle collectées sous la supervision du doctorant Camille Dézécache. L'ONF-Guyane sera également chargé de la gestion et du fonctionnement de la base de données grâce à l'ajout et au traitement des données. L'ONFI créera un portail en ligne pour l'héberger. Durant la collecte des données, une attention particulière sera portée aux procédures de partage de l'information.

Après cette présentation, Marie Calmel, de l'ONFI, a invité les membres du CP à donner leur opinion sur les mandats élaborés pour la mise en œuvre de cette base de données régionale SIG, étant donné que des améliorations peuvent être intégrées le cas échéant. Marie a également mentionné que lors de la présentation du GSF de la veille, un projet de surveillance des forêts avait été présenté et que l'une des idées évoquées était d'élaborer des données régionales SIG. Par conséquent, il est important de rechercher des synergies et d'éviter d'avoir à collecter des données déjà disponibles. À cet égard, Patrick Chesney, du GSF, a répliqué que la base de données en question aura une portée régionale plus large, mais qu'il existe bien sûr des opportunités de coopération.

- Calendrier prévisionnel pour les activités liées à la base de données régionale SIG

	En charge	Mai-14	juin-14	juil-14	août-14	sept-14	oct-14	nov-14	déc-14	janv-15	févr-15	mars-15	avr-15	Mai-15	juin-15	juil-15	août-15	sept-15	oct-15	nov-15	déc-15
Conception de la Base de données	ONFG/ CIRAD/ONFI																				
Collecte de données	CIRAD/ONFI																				
Homogénéisation et administration de la Base de données	ONFG																				
Mise en ligne	ONFI																				

- **Outils et procédures de partage des données**

Sabá Loftus, de l'ONFI, a présenté les outils et les procédures de partage des données mis en œuvre dans le cadre du projet.

- Il existe deux types d'informations au sein du projet : confidentielle et non-confidentielle. Il revient aux services forestiers de décider des informations qu'ils souhaitent ou non partager. Cela a déjà été discuté lors de la dernière réunion de CP.
- En ce qui concerne les outils de partage, le canal le plus important est le site Internet du projet, reddguianashield.com, qui consolide et centralise les informations relatives au projet. Il s'agit d'un site Internet simple, dont les coûts de maintenance sont faibles et qui pourra survivre au projet. Étant donné que les outils régionaux seront consolidés sur le site Internet du projet, l'ensemble des informations doivent-elles être publiquement disponibles sur le site, ou certaines informations doivent-elles être protégées par un mot de passe ? Le projet peut adapter le mode opératoire en fonction des sollicitations des membres du CP.
- Si l'on prend comme exemple la comparaison régionale du MNV, la vue d'ensemble des données disponible sur le site Internet n'utilise jusqu'ici que des informations publiquement accessibles. Le SBB a suggéré que l'ensemble des informations, créées dans le cadre du projet ou que les organisations partenaires souhaitent partager avec les autres, puissent être réunies au sein d'un centre de ressources en ligne. Cela pourrait inclure des informations régionales produites par le projet ou par d'autres partenaires. Un forum de discussion constituerait un outil supplémentaire permettant aux experts techniques d'initier ou de continuer des discussions similaires à celles qui ont lieu lors des réunions de GT. La base de données SIG sera également intégrée au site Internet. De nouveau, en ce qui concerne tous ces outils, il est pertinent de mener une réflexion pour savoir si les données produites doivent être accessibles à tous ou simplement aux organisations partenaires du projet.
- En ce qui concerne les procédures de partage des données, lors de l'élaboration du projet, des questions à soumettre au CP ont émergé : comment garantir que la propriété des données sera respectée et que les informations confidentielles ne seront pas partagées ? Quel niveau de publicité les membres du Comité de pilotage souhaitent-ils conférer aux outils de partage des données ? L'ébauche de ces procédures de partage des données englobe les éléments suivants : résultats du projet, aspects universitaires, GT, FTT, publications et diffusion. L'équipe du projet enverra la dernière version en date de ces procédures de partage des données aux membres du CP afin qu'ils puissent partager leur opinion à cet égard.

Marie Calmel, de l'ONFI, a ajouté qu'il était difficile de prendre des décisions d'ordre général sur les procédures de partage, vu que cela dépendait beaucoup de la nature spécifique des différentes données. Néanmoins, c'est une question qui doit être débattue et prise en considération. Au-delà de la définition de la nature des données à partager, le plus important est de garantir qu'elles ne seront pas utilisées à des usages autres que ceux prévus et que leur propriété sera respectée. Les membres du CP sont invités à consulter et à utiliser le site Internet du projet, ainsi qu'à contribuer à son développement s'ils le souhaitent.

Dianne Balraj, de CI Guiana, a demandé s'il était prévu d'organiser à la fin du projet une réunion à l'audience plus large que celle des seuls services forestiers, ouverte par exemple aux techniciens d'autres secteurs, comme le secteur minier, etc. Marie Calmel, de l'ONFI, a répondu que la présentation des résultats à une audience plus large est une possibilité à prendre en considération. Jusqu'à présent, le projet n'est pas en lien direct avec d'autres secteurs, mais

bénéficie toutefois de contacts indirects. Patrick Chesney, du GSF, a demandé si le forum de discussion serait ouvert ou plutôt orienté vers l'obtention de résultats précis, ce à quoi Sabá Loftus, de l'ONFI, a répondu que ce qui avait été sollicité était un outil de dialogue régional plutôt que des résultats concrets, l'étape initiale étant de créer un réseau.

Situation budgétaire

Activity 4 - Development of a regional dialogue		434 879
4.a	Supporting expertise	16 000
4.b	Regional studies	81 000
4.c	Deforestation models	169 308
4.d	Regional GIS database	46 068
4.e	Tools for internet platform	32 520
4.f	Regional dialogue meetings	64 983
4.g	Carbone compensation	25 000

Discussion sur la rédaction d'un livre blanc pour contribuer aux négociations internationales sur le climat

Bien que ce thème ne soit pas à l'ordre du jour de la réunion, l'équipe du projet a estimé qu'il était important de prendre quelques minutes pour parler de la rédaction d'un livre blanc au niveau régional afin d'apporter une contribution des pays/États/régions du projet aux négociations internationales sur le climat.

Nicolas Karr, de l'ONF-G, a d'abord déclaré que pour espérer des résultats, les membres du CP devaient s'y atteler immédiatement. Mais sous quelle approche ? Ce livre blanc doit-il être ébauché par l'ONF et être ensuite envoyé aux partenaires, ou doit-il impliquer plus directement les partenaires dans sa conception ? De plus, étant donné qu'il s'agit d'une question politique, quel niveau de décideurs doit-on inclure dans la discussion ? Le livre blanc doit-il être ouvert aux contributions d'autres institutions ? Il est important d'avoir l'opinion des membres du CP sur ces questions. L'objectif de ce livre blanc serait de montrer la spécificité des forêts du Plateau des Guyanes lors de la COP20/COP21, et de défendre une position commune sur les questions pertinentes liées au mécanisme REDD+.

Rene Somopawiro, du SBB, a mentionné que le poids de chaque pays était de plus en plus faible dans le contexte des négociations internationales. Ce livre blanc serait important pour renforcer la position de pays comme le Suriname et inverser cette tendance à la perte d'influence au sein des négociations de la CCNUCC. Le Suriname doit soumettre un niveau de référence, et des discussions sont encore en cours sur le type d'informations à utiliser. Le CP doit discuter de ce livre blanc, pour lequel un petit groupe pourrait rédiger une ébauche qui serait alors mise en circulation parmi tous les membres. Ce livre blanc pourrait montrer que la région collabore activement afin de tirer profit des diverses opportunités et de surmonter les menaces et les défis régionaux.

Haidy Lepelblad, du NIMOS, a donné son point de vue sur la stratégie à adopter. Il faudrait mentionner toutes les caractéristiques spécifiques de la région et leur pertinence. Le Plateau des Guyanes représente ¼ des forêts du monde et jouit encore de faibles niveaux de déforestation. Mais la préservation de cette situation implique des coûts d'opportunité pesant sur les pays. Chaque pays doit identifier ses besoins spécifiques. Le livre blanc devrait être utilisé pour appuyer nos demandes d'une prise en compte spécifique du Plateau des Guyanes. Le réseau d'O.N.G. travaillant au niveau régional sur le Plateau des Guyanes peut également apporter sa pierre à ce processus.

Marie Calmel, de l'ONFI, a rappelé que cette discussion devait être menée en collaboration avec les instances politiques supérieures afin d'être légitimée. Les membres du CP doivent avoir à l'esprit que le travail conjoint permet des avancées et qu'une position commune serait une contribution pertinente. Tous les partenaires partagent la condition de territoire HFLD. La première étape consiste en l'analyse des spécificités selon le point de vue des différents pays. Cela peut être fait par un petit groupe de personnes dans chaque pays, et il est important de progresser rapidement sur cette question.

Pour l'État d'Amapá, Claudia Funi, du SEMA, a déclaré son accord avec les interventions précédentes et affirmé qu'il était essentiel de définir le message que le groupe voulait faire passer auprès de la COP, ainsi que les forces et les faiblesses de la région, de façon à ce que le groupe puisse commencer à travailler sur le contenu. L'ONFI semble être l'espace le plus approprié pour coordonner ce travail. Lana Oliveira, de l'IEF, a en outre ajouté qu'il serait pertinent, dans le cadre de ce livre blanc, d'aller au-delà des questions purement techniques du projet et qu'un groupe de travail pourrait par exemple se concentrer sur les implications socioéconomiques.

Karlon Warde, de la GFC, a déclaré que cette recherche d'un lobbying régional au sein des négociations internationales était une proposition intéressante qui devait impliquer l'OCC, étant donné qu'ils sont les seuls à avoir les compétences nécessaires pour identifier les différents domaines de collaboration sur ce thème.

Nicolas Karr, de l'ONF-G, a ensuite souligné que le premier pas pour chaque pays consistait à obtenir l'accord de leur institution sur l'idée d'un livre blanc. Dans les mois qui viennent, chaque service forestier devra questionner à ce sujet les décideurs politiques du pays. Marie Calmel a ajouté que dans le même temps, l'ONFI suivra avec attention les avancées de cette discussion, réunira les données techniques à inclure dans le processus et restera en contact avec les observateurs du CP.

Session 6 – Conclusions

Avant la clôture de la réunion, Marie Calmel, de l'ONFI, a consacré quelques minutes à la présentation d'une vue d'ensemble du budget en prenant en compte les activités des 6 derniers mois (et de l'année dernière), ainsi que les activités à venir suggérées pendant ces 2 jours de réunion. À la fin 2013, le projet avait utilisé 19 % de son budget et les dépenses engagées jusqu'à présent atteignent 24% de celui-ci. Avec ce qui a été prévu pour les prochains mois – certains objectifs étant facilement atteignables et d'autres beaucoup plus ambitieux –, la part du budget dépensé devrait atteindre 52 % d'ici à 6 mois. Il y a de nombreux défis à relever et il est par conséquent essentiel que tous les membres du CP interagissent activement avec l'équipe du projet, en suggérant par exemple des opportunités de bourses d'études, etc. Marie a ajouté que l'équipe du projet serait heureuse de fournir davantage de détails sur le budget à tous ceux qui en feraient la sollicitation. Pour les bailleurs de fonds, les chiffres sont présentés sous un format différent. Le FFEM a mentionné que les modifications étaient relativement importantes par rapport à ce qui avait été initialement planifié. Cela doit être analysé dans le détail et ne peut pas être considéré comme un sujet clos. INTERREG a déclaré que le budget avait été mis à jour et présenté par activité, et qu'il n'y avait donc pas de surprises.

Une autre mise à jour concernant la gestion du projet est en lien avec les ressources humaines, au sein desquelles des changements sont prévus. La gestionnaire du projet attend un enfant et sera en congé maternité pendant 4 mois de fin août à novembre/décembre. Des mesures seront prises pour éviter que le projet en pâtisse. Martin Perrier a ajouté que l'ONFI avait entamé un processus de recrutement d'un nouveau collaborateur, qui sera en charge de la Guyane et dont les capacités permettront de gérer le projet pendant cette période. Cette période doit être prise en considération pour les études à mener et les sollicitations d'assistance.

En ce qui concerne les correspondants locaux, Marie Calmel a rappelé que leurs contrats arrivaient tous à leur terme à la fin juin. Sara Svensson sera reconduite pour une année supplémentaire, Sérgio Milheiras nous quittera fin septembre pour commencer un doctorat, et Sabá Loftus partira fin juin pour occuper un poste à New York. Le projet a entamé un processus de recrutement d'un nouveau correspondant local pour l'État d'Amapá, qui prendra ses fonctions le plus tôt possible afin d'être formé par Sérgio. Pour le Guyana, suite aux discussions menées avec la GFC, il a été décidé de baser le correspondant local à Cayenne, d'où il assurera de fréquentes missions au Guyana, le recrutement cette personne étant également en cours.

Pour finir, les membres du CP ont discuté du lieu et de la date de la prochaine réunion du CP. Les précédentes ont eu lieu à Paramaribo et à Macapá, et la présente réunion se tient à Cayenne. La GFC a affirmé qu'il entendait accueillir la 4^{ème} réunion du CP et que l'équipe du projet en serait prochainement avertie. La gestionnaire du projet a accepté d'attendre la réponse de la GFC, et en cas d'impossibilité, d'autres alternatives seront prises en compte.

Les derniers moments du CP 3 ont été réservés aux remerciements à tous les participants pour les discussions fructueuses ayant eu lieu durant les 2 jours de réunion.

Synthèse budgétaire

Activities	TOTAL BUDGET	Spent budget			Projected		
		In 2013	January-April 2014	TOTAL	Budget May-December	TOTAL budget consumption at the end of 2014*	Expected consumption end of 2014
Activity 1 - "À la carte" Country Support	74 704	-	14 754	14 754	59 950	74 704	100%
Activity 2 - Technical Working Groups	231 070	4 902	42 132	47 034	115 536	162 570	70%
Activity 3 - Training and Technology Transfer	404 000			-	127 200	127 200	31%
Activity 4 - Development of a regional dialogue	434 879			-	110 362	110 362	25%
Activity 5 - Project Management	1 485 047	485 871	104 391	590 262	340 386	930 648	63%
Activity 6 - Monitoring and evaluation	98 000	16 667		16 667	13 993	30 660	31%
Unforeseen	11 320			-	5 660	5 660	50%
TOTAL	2 739 020	507 440	161 277	668 717	767 427	1 436 144	52%
Budget consumption		19%	6%	24%	28%	52%	
							<i>*including previous years</i>